

# Enbat

HEBDOMADAIRE  
POLITIQUE BASQUE

30 août 2007

N° 1992

1,22 €

Le ni-ni de Josu Jon Imaz



## La rentrée d'ETA

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



# Abercuawg, là où les coucous chantent

**A**BERCUAWG, «là où les coucous chantent», est ce lieu mythique de l'imaginaire gallois du Moyen Age, où beauté et camaraderie se conjuguent, nourrissant dans l'âme celte le rêve de renaissance. Les coucous se remettraient-ils à chanter à Abercuawg? L'appel de l'oiseau printanier viendrait-il réjouir l'âme des citoyens de la Principauté en annonçant, sinon la renaissance, du moins le renouveau? On peut se poser la question en cet été plus qu'humide, mais politiquement ensoleillé du côté de Cardiff.

Bref retour en arrière. En mai dernier, ont eu lieu les élections pour le renouvellement des parlements autonomes d'Ecosse et du Pays de Galles. Il s'agissait là des troisièmes élections des institutions autonomes créées par la loi dite de «dévolution», votée en 1997 à Westminster, et entrée en application lors des premières élections autonomiques de 1999. Les mandats durèrent quatre ans. On se souvient que cette dernière consultation a permis au Parti nationaliste écossais d'accéder au pouvoir à Edimbourg (voir Enbata de la semaine dernière).

A Cardiff, la situation politique a également évolué. Après deux mandats successifs au pouvoir, le Parti travailliste gallois, succursale du Labour anglais, a perdu la majorité absolue au Senedd Cymru (parlement gallois) qui avait permis à son leader, Rhodri Morgan, d'occuper le fauteuil de premier ministre de la principauté durant huit ans. Avec 26 sièges sur 60, il reste toutefois la première force politique. Même si la sociologie électorale a été fortement bouleversée par la fermeture des mines et le déclin de la sidérurgie, la culture ouvrière reste forte en ces terres traditionnellement industrielles. Il n'est que de relire *How green was my valley*.

Dans un premier temps, le Parti travailliste constitue un gouvernement minoritaire et reconduit Rhodri Morgan à la tête de l'exécutif. Coup de théâtre en juillet: le Labour

propose au Plaid Cymru, le parti nationaliste gallois, arrivé deuxième avec 15 députés, de partager le pouvoir sur un contenu programmatique négocié. Le Plaid, qui a refusé de s'allier aux conservateurs et aux libéraux-démocrates pour renverser Morgan, entame alors avec les travaillistes des discussions qui aboutiront à la signature d'un accord programmatique mi-juillet.

La mesure phare du programme, qui a eu l'heur de mettre en fureur les amis de Gordon Brown à Westminster, est l'organisation prochaine d'un référendum pour donner à l'assemblée de Cardiff les pleins pouvoirs en matière législative. Le programme de législature, accepté par le parti travailliste gallois, à l'exception de 4 députés sur 26 qui ont préféré claquer la porte, a été également validé par l'assemblée plénière du Plaid Cymru.

Et c'est ainsi que le parti nationaliste fait, pour la première fois, son entrée au gouvernement autonome de la Principauté. Son leader, Ieuan Wyn Jones, devient vice-premier ministre, chargé de l'économie et des transports. Trois autres députés du Plaid deviennent ministres aux côtés de sept travaillistes.

Plaid Cymru et son leader reviennent de loin après la débâcle électorale de 2003 où le parti autonomiste avait été laminé. Mais l'usure du pouvoir et les difficultés économiques du pays qui laissent une forte frange de la population sur le bord de la route, ont changé la donne. Les propositions pour plus d'autonomie de ce parti de centre gauche ont reçu, cette fois, un accueil plus favorable.

Le printemps et l'été se font attendre cette année. Mais on sent du côté de Cardiff, Aberystwyth ou Conwy une sorte d'espoir nouveau. Certains gallois disent même qu'ils ont entendu chanter les coucous d'Abercuawg. Pas tous les coucous, mais les plus hardis et les plus optimistes, qui savent que, même s'ils sont très en retard, le printemps et l'été finiront bien par arriver.

## Udatiarrak

**Z**ER arrakasta duen Ipar Euskal Herriak uda bukaera honetan. Aroaren aldetik, beste lekuetan bezala, joan den astea euritsua ukan dugu, eta hala ere bisitari franko, hurbildu dira guregana. Eta ez nor nahi: Nicolas Sarkozy, frantses presidente berria, Michel Barnier, laborantza ministroa, Christine Boutin etxebizitza ministroa. Ahantzi gabe Michele Alliot Marie, «ziburutar» frantses barne ministroa, lurraldearen antolakuntzaz arduratua... Laborantza, etxebizitza, lurralde antolakuntza? Ez ote dira hor Iparraldeko kezka nagusienak? Eta Sarkozy-rekin? Ze gizona Sarkozy! Ze gizona! 2003ko abenduan hitzeman gauzak beteko ditu... Epe laburreko ilusioa... norbaitek baldin bazuen. Poliza eta arrantza izan dira Sarkozyren bisitaren bi estakuruak. Beste gai guziak baztertuak izan dira. 'Terrorismoa' aipatu badu, xehetasunetan ez du sartu nahi ukan ... Zer zuen burutan «terrorismo guziak» eta «terrorismo forma guziak» aipatu dituelarik? Azken egunetan eta uda guzian izan diren atentatuak? Durangoko lehergailua? Hogei minuta Baionan, beste hogeitarrantzaleekin. Pelagiko ontzi batetik arrantzaleei bere sostengua eta arrantzaren lekua 'frantses' nortasunean segurtatzeko... eta berriz itzuli da Bordele aldera... Michel Barnier bere aldetik, Sarkozyrekin bazen ere Ziburu aldean, beste mezu bat ekarri die laborariei... FDSEAKo laborariei... Angeluko «lurraldearen besta-

tik» pasatzeko denbora hartu du. Uste gabean. Nehor ez zelarik jakinean... Nehor? Nehor, salbu tokiko hautetsi zenbait, prentsa eta FDSEAKo buruzagiak... dossier baten prestatzeko denbora ukan dutena... uste gabean. Euskal Herriko arazo bereziak ez dira aipatuak izan. Michel Barnier ez da, naski, jakinean Euskal Herriko Laborantza Ganbara sortua izan dela... naski. Laborantzari lotua, zenbait lagunek nahi ukan dute salatu OGMen problema eta moratorio baten beharra: poliziak diote erantzun sei lagun atxilotuz eta besteak bortizki barreiatuz. Beste erantzun mota bat. Egun berean Christine Boutin andere ministroak Intxauzetako mintzaldietan parte hartu du... beste hogeitarrantzaleekin. SRU deitu legea errespetaraziko duela aldarrikatzeko. Noiz eta nola erran gabe. Gaineratikoak aipatu gabe. Ez balitz Iparraldean beste arazorik etxebizitzari loturik... Barne ministroaren bisitaz zer erran? Baionan zela Sarkozyrekin... Ziburun zela Dominique ostantuan Sarkozyrekin... Donibaneako portuan zela arrantzuntzi gainean Sarkozyrekin... Besterik ez. Eta denak itzuli ziren Paris aldera... Larunbat goizean eguzkia berriz itzuli zaigu. Arrantzaleak itsasora itzuli dira. Polizak ETaren zilo bat atzeman du Zuraiden. Etxeen eta lurren prezioak goi mailan segitzen dute. Udatiarrak abiatzen hasiak dira. Eta heldu den urtean berriz itzuliko, aro ederrago baten menturarekin...

## «Le Pays Basque n'est pas à vendre» : gare à la manipulation idéologique !

... de la visite éclair, 2h47 chrono, de l'agité de l'Elysée au commissariat de police de Bayonne (attentats obligent) et au port de St-Jean-de-Luz vendredi dernier. Speedy Sarko se croit toujours au ministère de l'Intérieur. Et la titulaire du job qui se prend toujours pour l'infante!

... pas tant que ça, de la déception du président du comité local des pêches luziennes, grand défenseur de la pêche industrielle qui saccage les réserves du golfe de Gascogne et d'ailleurs, (et inépuisable pourfendeur des pêcheurs traditionnels «espagnols» d'outre-Bidasoa) dont le sautillant visiteur n'a même pas pris la peine d'écouter les doléances. De sa carrière, le beau Serge n'était jamais tombé sur un poisson de cette espèce!

... pas tant que ça, de l'escapade du ministre de l'Agriculture quittant le convoi présidentiel pour aller soutenir ses potes de la FNSEA occupés à faire leur contre-Lurrama pour touristes à la Chambre d'Amour. Au Barnum de la FNSEA, Barnier joue les Monsieur Loyal.

... de la rentrée échelonnée des socialistes français en cette fin du mois d'août à Melle chez Sego, et à Frangyen-Bresse chez le bel Arnaud, en attendant La Rochelle le weekend prochain. Comme disait Santini, après avoir touché le fond, les camarades de la rose au poing ont commencé à creuser!

... et attristé (juste ce qu'il faut) du décès de Raymond la science, ancien premier ministre et maire de Lyon, que Giscard avait estampillé «meilleur économiste de France» et qui s'était porté, il n'y a pas si longtemps, au secours de Papon et de Gollnisch en bavant sur le «lobby juif». En bon judéo-chrétien qu'il fut, Jésus a interdit à Benoît, qui vient de supprimer les limbes, de toucher au purgatoire. Ca peut encore servir, lui a-t-il dit...

... et a gardé un souvenir ému du coup de colère du même Raymond à la suite d'une série d'attentats en Corse: «Ils veulent l'indépendance, qu'on la leur donne». Raymond est parti et les Corses attendent encore.

... que les médias s'interrogent sur le silence de Juan Jose Ibarretxe, alors que le débat sur le référendum basque fait rage. Le Lehendakari, fana de cyclotourisme, participait à la course Paris-Brest-Paris, longue de 1.200 km, considérée comme la plus dure du monde dans sa catégorie. Juan Jose portait le dossard 4030. Et dire que certains l'accusent de pédaler à côté de son vélo!

**P**IM, pam, poum! Ça y est, c'est reparti, depuis quelques mois les nuits du Pays Basque nord recommencent à être animées par des bombinettes, posées çà et là contre des résidences secondaires.

### Les yeux pour pleurer

Pleurer à chaudes larmes ou pousser des cris d'orfraie? Non, merci bien... AB a largement montré depuis plusieurs années que ses in-



quiétudes n'étaient pas feintes, s'est dépensé sans compter pour tirer la sonnette d'alarme et attirer l'attention sur l'urgence du problème, a assurément dépensé plus d'énergie à lui seul que toutes les autres formations politiques d'Iparalde réunies pour tenter de trouver des solutions constructives et non-violentes. Faut-il les rappeler? Rencontres et dialogues multiples avec tous les corps de métiers acteurs du logement (public, privés comme élus) pour établir un diagnostic et un corpus de propositions dès 2001; assises du logement à Biarritz en 2002 réunissant plus de 120 de ces acteurs sur toute une journée; tentative de création d'une commission permanente du logement entre représentants délégués de ces mêmes acteurs en 2003; proposition d'un réseau logement et participation à sa création et à son site internet en 2005; mise au point d'un dossier complet sur le logement inoccupé et intense campagne de lobbying non public auprès de tous les maires de la côte basque, ainsi que des parlementaires, des préfet et sous-préfet locaux, du président du Conseil général du département, et même du ministre du logement Jean-Louis Borloo en 2006; multiples actions non-violentes et même ouverture d'un logement social

### Peio Etcheverry-Ainchart

public dans un bâtiment vacant après une occupation et un bras de fer de 10 mois avec la mairie de Bayonne en 2004, et j'en passe... Que celui qui peut se targuer d'en avoir fait autant vienne donner à AB des leçons d'action démocratique et non-violente. AB a assez fait pour tenter d'agir sur la question de manière pacifique et éviter que la violence ne réapparaisse, ce qui ne réjouit personne. Pour le reste, qu'on ne vienne pas me demander de hurler avec les loups ou de crier au scandale; les comptes, c'est à ceux qui sont au pouvoir et qui n'ont pas été à la hauteur de l'enjeu qu'il faut les demander. C'est eux qui ont fait tellement peu et tellement tard, qui ont montré un tel désengagement devant le problème, qu'ils ont peu à peu laissé penser à certains habitants de ce pays que seul le recours aux bombes pourrait faire changer les choses. Nos élus ont beau jeu de se draper dans une virginalité indignation et de jouer les Ponce Pilate; personne ne leur demande l'impossible au vu des prix du foncier, mais personne ne croira que le logement est réellement leur priorité quand on voit à quelle place celui-ci figure chaque année dans les budgets communaux et intercommunaux.

### Ne pas esquiver le débat

Alors aujourd'hui, il ne faut pas chercher à utiliser la réapparition des bombes pour détourner le débat de sa véritable origine qui reste celle de la crise du logement. On ne guérit pas un malade en se contentant de gloser sur l'intensité de sa fièvre. Et à ce titre la dernière visite de Christine Boutin à Bunus n'est pas pour me rassurer, elle qui a prétendu que le problème se réglerait par le «jeu du marché», comme si la main invisible d'Adam Smith avait jusqu'ici montré sa capacité à en assurer l'équilibre souhaité de tous... Ce marché est devenu totalement débridé et seule une intervention publique permettra de le domestiquer. Dans le déséquilibre entre l'offre et la demande réside le vrai problème, qui induit une inégalité devant le logement fondée sur la différence de richesse. C'est donc un problème économique et social; et cela n'a rien à voir avec quelque problème de droit du sol ou de (p)référence nationale. Car outre les légitimes inquiétudes que génère la violence en termes

de risques humains, ainsi que les traumatismes psychologiques assurément causés aux gens qui en sont victimes (les considérations politiques n'interdisent pas d'y penser), c'est cet aspect qui m'inquiète dans la logique qui peut sembler guider ces actions armées. Je suis notamment interpellé par le fait que soient brûlées des maisons appartenant à des propriétaires «étrangers» au Pays Basque, cela devenant encore plus clair dans le cas des voitures brûlées selon leur immatriculation. Cela tend à faire penser que le problème n'est pas celui des inégalités sociales face au logement mais celui du droit de vivre au Pays Basque.

### Ça va sans dire, mais ça va encore mieux en le disant

Or il est hors de question que le militant que je suis laisse interpréter l'abertzalisme comme un nationalisme xénophobe et chauvin, comme tentent sans vergogne de le faire des élus UMP et PS depuis la semaine dernière. La manœuvre idéologique est un peu grosse... «Le Pays Basque n'est pas à vendre» ne signifie pas «Le Pays Basque aux Basques», comme le dirait quelque crâne rasé à la fête Bleu Blanc Rouge du FN au sujet de la France; cela signifie que le Pays Basque n'est pas un bien mercantile sur lequel on peut spéculer mais un lieu de vie à respecter.

Et depuis 40.000 ans qu'il est peuplé d'hommes et de femmes, ce lieu de vie a toujours été traversé par d'autres populations, a toujours vécu d'échanges de toutes sortes, a toujours été lieu d'arrivée et de départ. Il est ce qu'il est aujourd'hui grâce à cela. Je préférerais quitter mon pays s'il renonçait à son ouverture au monde. Le problème du logement n'est pas un problème ethnique, même si la situation de minorité nationale entraîne de graves conséquences de nature politique et culturelle. En caricaturant, si je pensais que brûler des maisons permettait vraiment d'avancer, je veillerais à m'assurer que le choix de mes cibles ne puisse être interprété au vu de la plaque d'une voiture, mais de l'état d'occupation de la maison de son propriétaire (à cet égard je préférerais toujours voir construire dans ce pays le logement à l'année d'un Parisien d'origine, que la résidence secondaire d'un Basque). Je ne doute pas du fait qu'une revendication de ces actions ne saurait tarder, dissipant tout malentendu à ce sujet...

# Le ni-ni de Josu Jon Imaz ou les mira

*Avec sa formule «ni imposer, ni empêcher», le leader du PNV réaffirme clairement la ligne de son parti à l'aube du débat pour le renouvellement de ses dirigeants. Toute évolution institutionnelle de la Communauté autonome passera par un accord préalable avec un parti espagnol. Un referendum ne pourra le ratifier qu'a posteriori. Ce rappel fait des vagues dans et hors du PNV, dans un contexte d'affaiblissement de ETA et de sa mouvance politique.*

**C**OMMENT faire évoluer les institutions basques dans le sens de la réunification du pays et de la souveraineté? La question est aussi vieille que l'abertzalisme et chacun propose ses solutions. Le

PNV au pouvoir dans les trois provinces de la Communauté autonome, là où l'abertzalisme est majoritaire, s'y confronte régulièrement. Le binôme Ibarretxe-Arzallus tenta en vain de débloquer les choses avec un plan souverainiste qui obtint une majorité inespérée au Parlement autonome mais se heurta au veto des Cortés espagnoles. Aujourd'hui, une tendance importante du PNV dirigée par Joseba Egibar voudrait remettre la machine en route en utilisant un préalable, l'arme de la «consultation populaire» ou referendum pour déblayer les obstacles. Le tout assorti d'une perspective de paix. Ce projet régulièrement annoncé par le lehendakari Juan José Ibarretxe —sa dernière déclaration a eu lieu le 15 juin, est toujours repoussé aux calendes grecques.

A la mi-août, l'affaire a pris une nouvelle tournure avec le coup de gueule de deux ministres du gouvernement basque, Joseba Azkarraga (EA) et Javier Madrazo (EB), sur fond de rupture possible de l'accord gouvernemental. Tous deux participent à l'alliance qui permet au PNV de diriger le pays. Une alliance fragilisée par les dernières élections municipales et forales. Nous avons détaillé dans ces colonnes les coups de canif qui ont mis à

mal dans plusieurs municipalités les logiques d'accord entre les trois partis au pouvoir à Gasteiz, PNV, EA et EB et l'on se souvient des difficultés du PNV pour se maintenir aux commandes de la députation du Gipuzkoa. Le vieux parti basque s'en est finalement fort bien sorti en parvenant à récupérer la députation d'Alava.

## Dagues dégainées

Les dirigeants du PNV font aujourd'hui l'objet de dures attaques. En interne, peu de vagues apparaissent, mais chacun sait que les dagues sont dégainées à l'approche d'un congrès qui se réunira en décembre, Joseba Egibar, dauphin malheureux évincé par Josu Jon Imaz pour une poignée de voix grâce à un système de désignation fort complexe à plusieurs niveaux, oeuvre en faveur d'une motion de synthèse qui tiendrait compte de ses options souverainistes.

A l'extérieur, Joseba Azkarraga, titulaire du porte-feuille de la justice dans le gouvernement et membre de EA, est connu pour ses convictions souverainistes. Il accuse Josu Jon Imaz de «pratiquer le consensus avec les partis centralistes à n'importe quel prix» et clame son «rejet le plus absolu de la transversalité». Un nouveau terme dans le vocabulaire politique de Hegoalde. La transversalité s'oppose aux logiques d'alliances, abertzale d'un côté et espagnolistes de l'autre. Elle propose au contraire la nécessité de se mettre d'accord entre partis basques et partis espagnols. Joseba Azkarraga remue le couteau dans la plaie et évoque les différentes approches qui agitent le PNV quant à la mise en œuvre d'une consultation populaire. Javier Madrazo, leader du petit parti Ezker Batua (ex-communistes/Verts) et ministre du logement au gouvernement basque, lui emboîte le pas. Il se prononce lui aussi pour la mise en œuvre d'un referendum. Avec en toile de fond et pour faire plier le PNV, une volonté d'affaiblir ce dernier en le mettant en minorité au Parlement autonome.

## Gardez-moi de mes amis, mes ennemis je m'en charge

Ces propositions s'opposent radicalement aux projets du PNV dans la mesure où il s'agit en priorité de se mettre d'accord entre partis basques pour lancer un processus souverainiste malgré l'opposition de l'Espagne, «accumuler des forces» autour de ce projet et lui donner une légitimité démocratique par un vote référendaire en bravant les interdits constitutionnels. Ses promoteurs s'appuient sur un document signé le 23 décembre 2004 par les deux leaders Begoña Errazti (EA) et Josu Jon Imaz (PNV) qui s'engagent organiser une «consultation populaire» sur un nouveau statut d'autonomie, même sans l'accord

de Madrid et avant la fin de la législature qui a débuté en 2005. Le printemps 2009 serait donc la date butoir. Le Lehendakari qui, en son temps, porta à bout de bras son fameux plan, a plusieurs fois évoqué la mise en œuvre de ce type de démarche. Mais il doit compter avec ses propres amis du PNV où ceux qui freinent des quatre fers tiennent les rênes.

Aujourd'hui l'homme fort du parti, Josu Jon Imaz, réputé pour sa sensibilité autonomiste et son souci premier de gérer l'acquis, remet les pendules à l'heure. Dans un article publié à la mi-juillet, repris il y a quelques jours et relayé par le patron du PNV en Biscaye Iñigo Urkullu pour faire taire la contestation interne, Josu Jon Imaz serre les boulons. Par delà la polémique et son écume, la question des relations à contractualiser avec l'Espagne est plus que jamais sur le métier. Que dit-il avec sa formule «ni imposer, ni empêcher»? Le président du PNV remet en cause la stratégie du «maintien de l'initiative politique» au profit d'un accord nécessaire avec au moins un parti espagnol. Il s'appuie pour cela sur un texte approuvé par sa formation en octobre 2005 qui demeure fidèle «à la tradition pactiste de l'histoire basque: pacte entre Basques pour rassembler en Euskadi des majorités plus larges que celles atteintes autour du statut de Gernika, ce qui nous oblige à des accords avec des différentes sensibilités et traditions politiques rendant possible cette majorité ("ne pas imposer"); et pacte avec l'Etat au travers d'un accord, afin que, arrivant aux Cortés, les partis impliqués acceptent le texte dans son intégralité ("ne pas empêcher"). Logiquement et à ce stade de la procédure, arrive un referendum de ratification par les citoyens basques. Sont ainsi respectés trois principes: la volonté démocratique des Basques, le pluralisme politique de la société basque et le principe de légalité sur la base du cadre juridique en vigueur.

## Conséquences diaboliques

Cette philosophie limite évidemment les projets des uns et des autres. "Ne pas imposer" garantit le respect de la volonté exprimée par la société basque, mais en même temps limite la majorité nationaliste. "Ne pas empêcher" suppose que l'on canalise le cadre juridique et politique des décisions adoptées, en limitant le poids des partis étatiques aux Cortés. Il s'agit d'accepter un principe, reposant sur la formule la plus démocratique et la plus intégratrice.

Voici un chemin, une méthode où nous pouvons et devons nous engager, pour obtenir des accords politiques en Euskadi (...) et parvenir à un processus d'intégration, en rapport avec les différentes visions et sensibilités politiques existant dans la société basque sur des questions cruciales en vue de la nor-



Le président du PNV, Josu Jon Imaz

2007ko agorrilaren 30a

Mikel Ithurbide, Angeluzain, adjoint-au maire, délégué aux finances et conseiller à la communauté d'agglomération

## Les abertzale dans la majorité angloye, une intégration réussie (1/2)

“Dans une terre débasquée et une ambiance plutôt hostile aux abertzale, Angeluzain a commencé, par son travail et l'action de ses élus, à changer notre image dans cette ville.”

Mikel Ithurbide, élu d'Angeluzain, adjoint-au maire délégué aux finances et conseiller à la CABAB, a été rencontré par Alda! Il nous présente les différents facteurs ayant contribué à faire progresser l'appréciation positive de l'abertzalisme sur Anglet.

La semaine prochaine, la suite de l'interview montrera en détail la participation des abertzale à la gestion municipale et la préparation des municipales 2008 par Angeluzain.

Comment peut-on définir le rôle de l'élu abertzale dans la ville et sur le BAB ?

L'élu abertzale est un élu comme les autres mais il se doit de travailler davantage que certains autres élus pour démontrer que les abertzale sont en capacité de gérer au mieux dans les compétences qui leur sont confiées dans ces deux collectivités ainsi que dans les Syndicats Mixtes divers auxquels ils appartiennent. Ainsi l'élu abertzale s'implique dans la plupart des préoccupations et des problèmes ou projets inhérents à tous les citoyens.

Quelles ont été les caractéristiques des élections municipales d'Anglet en 2001 ?

Tout d'abord une peu d'histoire : Anglet est une ville débasquée où le "basque" de la culture à la langue était quasiment absent et/ou rejeté. Une minorité gasconne a longtemps été marquée par des sentiments anti-basques et a retardé l'intégration de notre culture sous prétexte qu'Anglet ne se situe pas en Pays Basque. Aujourd'hui il existe des passerelles ;

cette minorité commence à se rendre compte que les abertzale sont dans les faits leurs alliés, puis comme eux ils se préoccupent de la survie de leur langue dans la ville.

Dans l'histoire récente, et depuis 1995, en particulier, les abertzale d'Anglet ont montré leur intérêt pour participer à la gestion municipale. En effet, cette année-là, une liste abertzale s'est présentée aux élections municipales ; dans cette période un des problèmes majeurs qui se posait à la ville était celui de la création d'un Port de Plaisance supplémentaire intégrant un ensemble immobilier important sur le site de La Barre.

La liste d'Angeluzain fit un score de 8,84%, pas suffisant pour obtenir l'élection d'au moins un conseiller municipal. Malgré un score qui à mon avis pouvait être qualifié d'honorable, sans plus, cette première expérience a été vécue comme un coup d'épée dans l'eau. Ont suivi 6 années de relative démobilitation. Nous avons compris que nous ne pourrions exister que dans le cadre d'une alliance.

En 2001, lors des dernières élections municipales, une nouvelle opportunité s'offrit à Angeluzain. Alain. Lamassoure, maire d'Anglet à l'époque, proposa une ouverture aux

abertzale et aux Verts. De mon côté, j'ai été désigné par Angeluzain comme possible tête de liste. Faisant moi-même de la politique avec deux ailes indissociables, l'abertzale et l'europpéenne, le courant passa avec Alain Lamassoure à la fois Député Européen et Maire d'Anglet, poste qu'il abandonna par la suite lors de la parution d'une loi interdisant le cumul de ces deux fonctions. Robert Villenave prit sa suite. De toute façon nos voix étaient indispensables pour gagner cette élection.

Comment fut négociée la participation d'Angeluzain dans la majorité municipale ?

Angeluzain avait décidé deux principes qui contiennent d'être les siens.

1) Obligation pour ses membres de mettre toutes les cartes de parti au vestiaire pour pouvoir adhérer à l'association. Rappelons qu'on sortait d'une élection cantonale où Manex Goienetxe venait de se présenter contre Ramuntxo Camblong...



2) Obligation également pour ses membres d'adhérer à une charte qui préconise la voie politique et condamne la violence.

Cette ainsi que pour l'élection cantonale de 2001 qui se déroulait le même jour que l'élection municipale Iñaki Zaldunbide, reçut le soutien de tous les partis abertzale présents en Iparralde.

Les négociations aboutirent à la présence, dès le premier tour, des trois élus cités ci-dessus sur la liste conduite par Robert Villenave et un programme à caractère identitaire essentiellement à réaliser durant la mandature.

Ce programme a été réalisé avec un bémol sur la présence de l'euskara sur le bulletin municipal qui est plus faible qu'on le souhaite. Ce programme prévoyait notamment :

√ La création d'un centre culturel basque dans lequel existe déjà l'ikastola.

√ La signalisation municipale tri-lingue (les gascons ont apprécié...).

√ La présence de l'euskara sur le bulletin municipal

√ L'apprentissage de l'euskara, sur la base du volontariat, pour les employés municipaux.

√ L'établissement de liens avec une ville du Pays Basque Sud.

Nous avons décidé ensemble, après un vote démocratique de 19 voix pour et 7 contre, de ne pas présenter une liste au premier tour compte tenu de la présence de Jean Espilondo déjà conseiller général comme tête de liste d'une coalition socialiste, communiste, verte et chevénementiste (MDC), et, du fait que notre tête de liste Robert Villenave avait, nous semblait-il, une plus faible notoriété que la sienne. Il

ne fallait pas que cette liste soit en tête au premier tour et se trouve ainsi avec une dynamique de victoire.

Cette tactique n'a pas fait l'unanimité au sein d'AB parti politique auquel j'appartiens. Pour nous l'essentiel était de figurer dans la majorité, seule voie possible pour faire avancer notre programme.



*2001tik geroz, abertzaleek  
Angelun erakutsi dute  
herriko etxeko lanetan  
arizaiteko gaitasuna.*

*Horrek, administrazioari eta herritarrei  
abertzaletasunaren irudi on bat eman du..*

On peut toujours penser qu'une négociation au second tour aurait apporté plus de poids à nos demandes et aurait permis de compter nos voix, mais on peut penser aussi que si nous n'avions pas atteint 10% des voix, ce qui était probable, nous allions continuer à ne pas exister sur Anglet comme ce fut le cas en 1995 ; à cette élection-là, aucun des partis de droite comme de gauche ne fit appel à nous et pourtant la tête de liste socialiste, verte et communiste de l'époque n'était pas Jean Espilondo. Mathématiquement, en additionnant leurs voix et les nôtres, nous aurions peut-être pu ensemble gagner l'élection, justement à cause du problème du port de Chiberta, projet auquel nous étions nous aussi hostiles.

D'autre part, il faut se rappeler que pendant la campagne 2001, Jean Espilondo, travaillé semble-t-il par la mouvance Cap Vivre Ensemble, a écrit dans un journal local : "Attention aux abertzale, il faut se

rappeler que Hitler est arrivé au pouvoir par les voies démocratiques". Une phrase indélébile qui lui a toujours coûté très cher par la suite et notamment aux dernières élections législatives de cette année.

L'élection fut gagnée par la liste conduite par Robert Villenave de deux cents voix c'est dire si notre présence a permis de faire barrage à la liste conduite par Jean Espilondo (en 1995 la liste abertzale obtint 1260 voix)...

**Après 6 années dans les affaires municipales et à la Communauté d'Agglomération, quel bilan tirez-vous ?**

Nous avons cité ci-dessus les réalisations du programme pacté avec le bémol sur la faible présence de l'euskara dans le bulletin municipal. Cependant nous avons avancé sur d'autres domaines grâce notamment à l'action de Monique Lamothe, conseillère municipale d'Angeluzain (chargée des identités et de l'animation culturelle) et au dynamisme des acteurs culturels anglois, en assurant la présence de l'euskara dans le programme des Fêtes d'Anglet. Aujourd'hui la soirée phare des fêtes d'Anglet est organisée par Ibaialde. Ceci n'était pas prévu dans les négociations initiales. Cette dernière fait également un travail remarquable qui permet de faire vivre avec succès le pacte d'amitié signé avec Getxo (échange d'associations sportives : rugby, pelote, natation,... et culturelles) etc.

Cette mandature actuelle a montré que les abertzale à Anglet étaient en capacité de travailler dans la gestion municipale tout en donnant une bonne image d'eux-mêmes à l'administration et aux citoyens.



*(Suite la semaine prochaine)*



*Angeluzain et le jumelage sportif avec Getxo. (à gauche sur la photo Monique Lamothe, conseillère municipale d'Angeluzain (chargée des identités et de l'animation culturelle))*

## Gobernatua

### Kalakari

Gorbernatura izatea, hori da:  
atxilotua izatea, inspektatua, zelatatua,  
manatua, legepetua, arautua, hesitua,  
doktrinatua, predikatua, kontrolatua,  
balioztatua, prezatua, zentsuratua,  
manatua,  
titulurik gabeko, zientziarik gabeko,  
bertuterik gabeko izaki batzuen eskutik...

Gorbernatura izatea, hori da:  
harreman guzietan,  
mugimendu guzietan,  
notatua izatea,  
erregistratua, erroldatua,  
tarifatua, tinbratua,  
neurtua, zenbakitua,  
kotizatua, patentatua,  
lizentziatua, onartua,  
erasiatua, oztopatua,  
erreformatua, zuzendua, zigortua.

Baliagarritasun publikoaren estakuruarekin  
eta denen interesaren izenean,  
zergapetua izatea,  
ustiatua, lapurtua,  
esplotatua, monopolizatua,  
xurgatua, hurrupatua,  
mistifikatua, ebatsia ;  
eta den mendreneko eskaera eginez gero,  
lehen auhenean, zapaldua,  
isunpetua, apaldua,  
gaitzitua, ehizatua,  
inarrosia, kalitua,  
desarmatua, estekatua,  
presondegiratua, fusilatua,  
metrailatua, auzitaratua,  
kondenatua, deportatua,  
sakrifikatua, saldua, traizionatua,  
eta gainera, trufatua, tronpatua,  
iraindua, zikindua.

Horra gobernua, horra haren justizia,  
horra haren moralak!

Pierre Joseph Proudhon *"Idée générale  
de la révolution au XIXe siècle"* 1851



XOLE MARILUZ

# Gallartako meategiak

## Euskal Herriko Meatzaritzaren museoak erakusten digu, astoak langilea baino gehiago balio duen ekoizpen sistema



Uda egun goxo hauetan berdin delibera-  
tuko duzu Bilbon gaindi ibiltzea. Han bada  
museo bat gaitza, erraldoia, Euskal  
Herriaren azken bi mendetako historia,  
ekonomia eta jendartea ulertzeko ezin  
hobea dena.

Bertze merito bat ere badu : ekonomia  
kapitalistak izan zuen garapen gaitzaren  
berri ematen dauku. Museo natural hori  
eraiki izan da gai bakar baten inguruan :  
burdin-mea.

Bilbo aldeko meategietaz ari naiz. Mendi  
mazeletan utzitako zilo erraldoiek harridu-  
ra eta errespetua bezalako sentimenduak  
piztuko dauzkizute.

Harridura, lauzpabortz futbol zelaietako  
zabalera eta ehunka metrotako sakonerako  
hainbertze ziloen paisaia zinez berezia  
baita. Gaur egun zilo batzuk urez bete  
dituzte laku artifizialak sortuz eta belarra  
ere pusatu da "ilargi paisai" hauek goxatuz.

Errespetua ere, eremu horiek moldatu  
dituzten milaka eta milaka langileei pentsatuz.

### Lana eta kapitalaren beharra

XIX. Mendean, Ingalaterratik abiatu eta  
Europa osorat hedatu zen industrializa-  
zioak burdinaren behar haundia sortu  
zuen. Bizkaiako burdin mea ezin egokia  
zen: burdinez aberatsa, erauzteko errexa  
lur azalean baitzen eta mea zuzenean itsa-  
sontzietarat garraiatzeko kokatua.

Baina burdina erauzteko bi ezinbertzeko  
elementu behar ziren: lana eta kapitala.

Kapitalari doakionez, arazorik ez. Indus-  
trializazioarekin batera Ingalaterra, Belgi-  
ka edota Frantzia sorturiko enpresa han-  
diek erauzte enpresak plantatu zituzten  
meategi eremuetan berean.

Lanari doakionez Bizkaia osotik jiniko  
langileak ez zirenez aski etorkinen jario  
gaitza sortuko zen Espainiako Estatu osotik  
(Galizia, Gaztela, Aragoitik ...), miseria  
gaitza baitzen garai hartan.

### Ekoizpen sistemaren aldaketa: kapitalismoa.

Meategi horiek aspalditik baliatuak ziren  
tokiko biztanleengandik. Izan ere inguruko  
baserriarrak uda aldean, baserriko lanak

utzirik, mendi horietarat upatzen ziren  
eskualdeko burdinolek eskatzen zuten bur-  
dina erauzteko.

XIX. Mendetik landa ezarri zen esplotazio  
sistema aldiz guziz bertzelakoa izan da.  
Langileak alde bat eta urte osoan meategie-  
tan ari ziren, tresneria, enpresak luzaturik  
eta dinamitaren erabilera sistematizaturik.

Karl Marx-ek zion bezala langileari lane-  
rako tresneria kenduko zaio eta geldituko  
zaion aberastasun bakarra: lan indarra.

Lan baldintzak ere guziz Marx-ek irudi-  
katu zituenaren gisakoak ezarri ziren: egu-  
neko jorrala, jalgiriko burdin pisuaren ara-  
berakoa, janaria eta loa doi-doi ordaintze-  
koa, hots, lan indarra eraberritzekoa.

### Sistema bururaino pentsatua

Sistema, bururaino pentsatua izan zen  
langileen bizkar ahalik eta zuku gehien  
ateratzeko. Behartuak ziren janaria enpre-  
saren dendetan hartzea: Bilboko hiritarrek  
nahi ez zuten janaria eta prezio garestia-  
goan. Gisa berean enpresak alokatu-  
riko egurrezko txabola negargarrietan lo egiten  
zuten. Eurria ari zuelarik, Euskal herrian  
maiz, jornalari ez zuten eskuratzen, lan  
egin ezinean, baina jana eta loa ordaindu  
behar. Ondorioz gehienak zorretan ziren.  
Enpresak jornalatik, loa, janaria eta zor-  
rak atxikitzen zituenez langileak ez zuten diru-  
rik ere ikusten.

Ezin zuten bertze enpresa baterat joan  
nagusien artean zordunen zerrenda beltza  
osatzen baitzen eta zorra kitatu arte ez zen  
nehun kontratatzen.

Asto batek langilea baino gehiago balio  
zuen, bazka eta ikuilu hobea zuen nagusia-  
rena baitzen. Langile bat hiltzen zelarik  
bertze batek bere lekua berehala hartzen  
zuen. Hil batek diru gutiago kostatzen zi-  
tzaion nagusiari eri batek baino.

Zoaz Gallartarat sar zaitez meatzari ohiek  
berek hornituriko museo ttiki hartan eta  
ondotik ibili zaitez zilo erraldoi artean, La  
Arbolea izeneko meatzarien hiria ahantzi  
gabe. Ni bezala agian langile horiek utzitako  
aztarnen aitzinean makurtuko zara.



# Kritika

Association informelle régie par la loi de demain

**A tous ceux et celles qui croient avoir plus à gagner par l'insoumission et l'imagination que par la résignation, Kritika propose un choix de livres qui ont pour vocation de renouveler notre conscience critique des temps présents et de contribuer à l'invention pratique des temps à venir.**

La dévastation simultanée de la planète et de nos vies est la conséquence d'un mouvement général de soumission de tout ce qui existe à la loi de la valeur, de l'argent.

Les aménagements partiels, les tentatives de repeindre le monde en vert ou les efforts charitables de redistribution des profits freinent l'horreur grandissante sans nous permettre de lui échapper car la logique du marché, fut-elle régulée par l'Etat ou les bonnes intentions, est une logique totalitaire qui n'accepte aucune altérité.

Cette puissance nivelante opère non seulement à l'échelle historique et collective réduisant l'infinie diversité du monde, de ses peuples, de leurs langues et de leurs cultures, mais elle agit aussi en chacun de nous, faisant obstinément notre siège, traquant nos moindres pensées et désirs pour les associer à son empire.

Si nous ne tentons pas de comprendre la cohérence générale et les mécanismes précis, du processus d'assujettissement que nous subissons et auquel nous participons, nous nous condamnons à ne plus jamais pouvoir ressaisir un monde qui nous sera devenu à la fois étranger et affreusement familier.

## Que se passe-t-il ? Zer gartatzen da?

Le monde actuel s'emploie à se présenter pour l'essentiel comme le résultat d'une évolution inéluctable, comme le seul monde possible. Il est en réalité régi par des principes logiques et des dispositifs pratiques qui ne doivent rien au hasard ou à la nécessité. Il est essentiel de comprendre ces principes et ces pratiques sous peine d'être indéfiniment manipulé par eux.



*Les aventures de la marchandise* - A. Jappe (Ed. Denoël) 20€. *Manifeste contre le travail* - Krisis (Ed. Léo Scheer) 6,50€. *Le cauchemar de Don Quichotte* - Amiech et Mattern (Ed. Climats) (en réédition). *Impasse Adam Smith* - Michéa (Ed. Climats) 7,50€. *Guy Debord* - A. Jappe, C. Galli (Ed. Denoël) 20,50€.

## Que devient la planète ? Zer bilakatzen da planeta?

L'arraisonnement de la nature par le marché et l'industrie bouleverse inexorablement les grands équilibres biologiques dont dépend la survie de notre espèce.



*Bulletin d'information anti-industriel, Les amis de Ludd* (Ed. Petite capitale) 10€.



*Kritikak gure gaurko konzientzia kritikoa berritzea eta etorkizuneko praktikak asmatzea helburu duten liburu batzuk proposatzen ditu!*

## Que devenons-nous ? Zer bilakatzen gara?

Dans le processus universel de marchandisation ce n'est pas seulement la nature mais tout autant notre mode d'être humain qui est ravagé. Les structures traditionnelles de la subjectivité se décomposent rapidement en nous et cèdent le pas à des constitutions psychiques nouvelles caractérisées par les souffrances et les difformités que produit la ruine simultanée du sens du monde et du sens de soi.



*L'obsolescence de l'homme* - G. Anders (Ed. Encyclopédie des nuisances) 25€. *L'homme sans gravité* - C. Melman (Ed. Folio Essai) 5,50€. *La culture du narcissisme* - C. Lasch (Ed. Climats) 9,50€.

## Avons-nous toujours vécu ainsi? Beti horrela bizi izan ote gara?

Durant quelques dizaines de millénaires les hommes surent déterminer collectivement les moyens et l'emploi de leur existence au sein de sociétés sans pouvoir séparé et sans richesses privées. L'ethnologie restitue la vérité de mondes pleinement humains dont nous devons tirer toutes les leçons.

*La société contre l'Etat* - P. Clastres (Ed. de Minit) 13€. *Age de pierre, âge d'abondance* - M. Sahlins (Ed. Gallimard) 32€. *Loi de prohibitions et statut de la femme basque* - A.M. Lagarde. *Une société sans père ni mari* - Cai Huan (Ed. Puff).

## Quelles sont les leçons des insurrections passées? Zein dira iraganeko matxinaden irakaspenak?

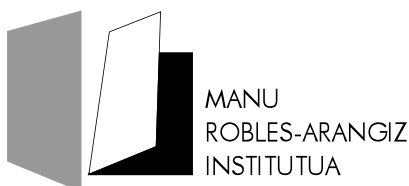
Depuis qu'ils se sont laissés déposséder de la maîtrise de leur vie par des rois, des prêtres, des marchands ou des bureaucrates, les hommes ont combattu pour se réapproprier leur entière souveraineté. Les comptes rendus de leurs tentatives de renversement de l'ordre inhumain furent le plus souvent écrits par leurs ennemis. Quelques autres textes, trop rares, nous disent l'espérance des insurgés, décrivent leurs expériences, analysent leurs défaites.

*La révolution inconnue* - Voline (Ed. Tops) 25€. *Espagne libertaire*, G. Leval (Ed. Tops) 18€. *Buenaventura Durruti 1896 - 1936 : un combattant libertaire dans la révolution espagnole* - A. Paz (Ed. de Paris) 22,50€. *La révolution espagnole* - B. Bolloten (Ed. Ruedo Iberico) (n'est plus édité). *L'anarchisme* - D. Guérin (Ed. Gallimard) 13€. *La formation de la classe ouvrière anglaise* - E. P. Thomson (n'est plus édité). *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations* - R. Viénet (Ed. Gallimard) 20€.

## Quelles alternatives se dessinent ? Zein dira aurrikusten diren alternatibak?

Partout sur terre, des pratiques alternatives essaient de réinventer la vie individuelle et collective. Elles sont les semis d'un futur désirable.

*Ces ouvrages, dont la liste n'est pas close, sont disponibles sur le comptoir de vente itinérant de Kritika. Certains seront présentés plus en détail dans la rubrique LIBURUA d'Alda!*



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua  
20, Cordeliers karrika  
64100 BAIONA  
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23  
ipar@mrafundazioa.org  
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria  
Fernando Iraeta  
Ipar Euskal Herriko arduraduna  
Txetx Etcheverry  
Alda!ren koordinatzailea  
Xabier Harlouchet





# Les miracles annoncés du centrisme basque



Joseba Azkarraga, Iñigo Urkullu et José Antonio Rubalcaba

malisation politique. (...)

*Le débat sur le référendum est un labyrinthe dans lequel nous pouvons nous perdre. La consultation serait le résultat d'un processus dans lequel nous ne ménagerons pas notre peine. Mais ce n'est en aucune façon une arme à utiliser ou une excuse des partis pour déléguer à la société l'obligation qu'ils ont de travailler et de parvenir à un accord. (...) La mise en œuvre d'une consultation des citoyens dans le cadre d'un scénario d'accumulation des forces pour une confrontation politique est très discutable. Que se passerait-il si le lendemain, il n'y avait aucun accord avec l'Etat? Il ne faut pas être un grand devin pour imaginer que ETA tuerait au nom de la défense d'une volonté populaire bafouée. Les conséquences seraient diaboliques. Pas en notre nom».*

## L'épuisement du statut de Gernika oublié

Ce credo réaffirmé par le parti au pouvoir dans les trois provinces clarifie bien le débat politique du jour. Josu Jon Imaz est habile. Il fait semblant d'offrir à minima ou à moindre coût une porte de sortie à un conflit séculaire et caresse sa mouvance ou plutôt le marais basque dans le sens du poil. Rien d'étonnant que le PSOE local lui apporte immédiatement son soutien sur ce chapitre. Le jeune leader clame récemment d'autres principes (1): «Les élections se gagnent au centre. Les bases d'une communauté ou d'une nation requièrent des accords transversaux, des majorités suffisantes en définitive. (...) La société basque désire être dirigée à partir d'une politique de pactes et d'accords, pour obtenir davantage d'auto gouvernement, de qualité de vie et de bien être».

Josu Jon Imaz ne dit mot sur un fait. En plus de 25 ans, le PNV n'est pas parvenu à obtenir de l'Espagne la pleine mise en œuvre du statut d'autonomie de Gernika adopté en 1979. Depuis les Accords de Chiberta ou le Pacte d'Ajuria Enea,

pactes et accords «transversaux» n'ont pourtant pas manqué. Comment demain le PNV va-t-il aller plus avant? Sa dialectique contient en son sein les éléments du verrouillage complet de la situation. Pire, il fait semblant de croire que les Espagnols vont se laisser gentiment convaincre (2). Au regard des pratiques récentes et de l'histoire, ces thèses frisent l'angélisme ou sont tout juste dignes des rhéteurs grecs dénoncés il y a 2.400 ans par Platon dans le Gorgias ou par Aristote dans ses Réfutations sophistiques...

## Pragmatisme et maintien au pouvoir

Il faudra qu'Imaz nous explique comment une nation va dans le sens de la réunification et de la souveraineté, sans crise, sans conflit majeur avec l'Etat-nation dominant. Sans en payer le prix. Car évi-

ver des solutions, de faire évoluer le pays, d'accompagner le changement social et politique, finalement de rompre le cordon ombilical.

Si, comme en 1990 en Lituanie, les convictions indépendantistes étaient portées par 95% de la population, la question basque serait réglée depuis longtemps. Dans un Pays Basque mosaïque politique, Josu Jon Imaz ne veut pas lâcher la proie pour l'ombre, il préfère suivre, épouser le ventre mou d'une société basque acculturée et dominée, en surfant sur ses peurs. Peur de perdre des avantages, peur du changement, peur du «terrorisme», peur des milieux économiques obsédés par la stabilité des institutions.

En ce moment, sa priorité est à la négociation le «cupo» couvrant le quinquennat 2007-2011, en échange de l'approbation du budget de l'Etat espagnol. Le 20 août, le PNV admet qu'un accord est en vue pour que ses députés votent le budget espagnol en 2008. Ce qui compte pour lui, et c'est logique lorsqu'on est en charge du pouvoir, est d'abord d'assurer l'ordinaire, de maintenir les acquis et non pas l'accouchement de sa souveraineté par le peuple basque. Mais existe-t-il aujourd'hui un leader de haut vol entouré de cadres aguerris — portés par une conjoncture historique et un grand élan national — à même de mener à bien une opération d'une telle envergure et à haut risque, œuvre d'une génération?

ETA est difficilement parvenu à commettre le 24 août contre la garde civile à Durango un attentat significatif, 79 jours après la rupture de la trêve. Les échecs antérieurs ou suivants (3), un nombre

bien connu dans notre pays. Lorsque la lutte armée bat son plein, les partis bloquent toute évolution politique. Ils craignent de donner l'impression de céder face à l'hydre «terroriste». L'usage de la force, ressource politique supplémentaire dans une logique de négociation à venir ou en cours, ne fonctionne pas.

## La transversalité coince

Lorsque ETA lève le pied à l'occasion d'une trêve ou apparaît très affaibli militairement, il serait logique que les partis s'engouffrent dans la brèche et avancent des solutions de fonds, des changements institutionnels, en donnant ainsi une légitimité à la démarche politique au détriment du militaire. La fameuse transversalité devrait alors faire des miracles! L'histoire démontre qu'il n'en est rien et la lutte armée reprend de plus belle. Avec le «terrorisme», pas question de négocier quoi que ce soit sur le dossier basque. Sans le «terrorisme», à quoi bon négocier?

Le serpent se mord la queue. Le statu quo et l'immobilisme règnent en maîtres par manque de courage politique. En définitive, une lutte armée de basse intensité politiquement et militairement affaiblie est gérable, elle sert les partis au pouvoir à Madrid et à Gasteiz. Elle leur est très utile dans deux directions: d'une part elle sert leurs intérêts électoraux en favorisant l'union sacrée et la désignation du bouc émissaire dont ont besoin toutes les communautés humaines; d'autre part, elle leur donne des arguments-béton pour verrouiller les institutions et l'unité de l'Etat-nation.

Les dirigeants actuels du PNV ambitionnent-ils de répondre un jour aux questions fondamentales de ce peuple? Que compte faire Josu Jon Imaz pour qu'au moins la portion du pays qu'il dirige avance selon le projet historique de son parti?



demment une telle opération comporte des risques, elle a un coût. Pour conserver le pouvoir —et c'est la vocation de tout parti politique sérieux—, le PNV fait le choix de l'immobilisme et de vouloir grappiller des miettes. Il se satisfait du statut d'autonomie actuel et du démembrement du Pays Basque. Mais le but de tout parti, à plus forte raison d'un parti nationaliste dans une nation sans Etat marquée par un conflit armé, est de trou-

d'arrestations énorme —y compris de cadres—, révèlent un affaiblissement de la capacité militaire d'ETA. La réduction des formations indépendantistes, Bata-suna ou ANV dont l'influence et les représentations sont devenues très limitées, sonnent au moins provisoirement comme une forte érosion des radicaux du nationalisme basque. Tout cela devait constituer une nouvelle donne politique. Se met alors en place un jeu paradoxal et

(1) Dans un article d'opinion paru le 25 août 2007.

(2) Rappelons au passage combien les débats d'aujourd'hui sont anciens. Contrairement à ce qui est indiqué dans la tribune libre du précédent numéro d'Enbata, la fameuse formule «Plutôt une Espagne rouge qu'une Espagne brisée» a été prononcée le 5 décembre 1935 par le leader monarchiste espagnol José Calvo Sotelo (1893-1936) à la chambre des députés de Madrid. Cet homme politique reprenait un slogan qu'il venait de tester quelques jours plus tôt à l'occasion d'un meeting en Pays Basque, au fronton Urumea de Saint Sébastien. Durant ce débat aux Cortès, la représentation nationaliste basque réclama d'aller au delà du statut d'autonomie et le député PNV Telesforo de Monzon fit le parallèle entre la perte des colonies espagnoles de Cuba et des Philippines et la souveraineté basque. C'en fut trop pour les députés de la droite espagnole, Calvo Sotelo en tête. Dans son intervention, leur leader se réjouit de la partition du Pays Basque entre la Navarre d'un côté et les trois provinces de l'autre, il exigea des députés PNV qu'ils orientent «Viva España!» et présenta une proposition pour illégaliser le PNV. Elle fut repoussée. Depuis, Aznar a fait mieux.

(3) Le 27 août, un commando d'ETA surveillé par la guardia civil préfère faire sauter un fourgon rempli d'explosifs en rase campagne, dans le Levant au sud de la Catalogne, puis prend la fuite.



## 150<sup>ème</sup> anniversaire du rattachement de Saint-Esprit

*L'objectif de Batera de collecter la signature de 10% des électeurs des Pyrénées-Atlantiques pour demander la tenue d'une consultation sur la création d'un département basque est sur le point d'être atteint. Pour récuser la légitime consultation des populations sur le devenir institutionnel de notre territoire, grands élus locaux et hexagonaux se retranchent derrière le caractère soi-disant intangible des distributions administratives existantes. Pourtant, lorsque les intérêts politiques et économiques qu'ils défendent sont en jeu, les pouvoirs publics savent faire bouger les lignes. Il y a 150 ans, le parlement français, chambre d'enregistrement des décisions de Napoléon III, votait le rattachement de la commune landaise de Saint-Esprit à celle de Bayonne, ainsi que la création du Boucau, par détachement de territoires tarnosiens, et son rattachement au département des Basses-Pyrénées. Voici quelques brefs rappels historiques qui montrent que dans la vie politique, comme dans la vie tout court, rien n'est jamais immuable.*

**E**N 1790, les députés de l'Assemblée Constituante décident que l'Adour, «séparation» naturelle des deux territoires, sera la limite administrative entre le département des Landes et celui des Basses-Pyrénées. Première conséquence de cette décision: le faubourg Saint-Esprit ou le quartier Bayonne Est devient commune de Saint-Esprit, dotée d'une administration communale et du statut de chef lieu de canton. Saint-Esprit devient la commune la plus peuplée du département des Landes, devant Mont-de-Marsan et Dax. Toutefois, il n'est pas rare de voir des textes du début du XIX siècle persister à mentionner Saint-Esprit comme un faubourg de Bayonne.

### Saint-Esprit: 67 ans de vie communale dans le département des Landes

Le détachement crée des changements significatifs dans la vie des spiritains: pour toutes les affaires judiciaires réglées jusqu'alors au tribunal de Bayonne, les spiritains doivent désormais aller à Dax, distante de 48 km, au lieu de traverser simplement le pont.

A noter que, toujours en vertu de la décision de la Constituante, Bayonne, quant à elle, n'a même pas le statut de chef lieu de district.

Ces près de 70 ans de vie communale à Saint-Esprit renforcent l'esprit de localité. Ainsi, en 1844 une pétition des spiritains s'oppose à tout projet de rapprochement avec Bayonne et réaffirme le principe de l'autonomie. En 1857 le conseil municipal de Saint-Esprit, appelé à se prononcer sur le rattachement de la commune à Bayonne, le rejette par 19 voix contre 17. Le risque d'avoir à payer des impôts locaux plus élevés et la crainte de l'octroi (droits d'entrée appliqués sur les marchandises de consommation locale) ne rendaient pas la fusion si attrayante que cela. Ajoutons à cela le fait que la construction de l'hôtel de ville de Saint-Esprit, symbole d'existence propre s'il en est, vient d'être achevée.

### Chassez le naturel, il revient au galop

Mais la réalité géographique ignore les divisions administratives. Peu à peu, au

fil des ans, la proximité prend le dessus. Ainsi, les démarches douanières concernant les activités se déroulant à Saint-Esprit sont effectuées auprès des services des douanes de Bayonne. Celles liées aux compétences de la Chambre de Commerce également. Dans la pratique des concessions sont faites et les rapprochements entre Saint-Esprit et Bayonne continuent. Seules la police et la justice demeurent propres à Saint-Esprit. Du reste, le rapprochement des polices sera utilisé par les autorités comme argument en fa-



veur du rattachement: il fallait éviter que les «malandrins» de Bayonne se réfugient à Saint-Esprit et vice-versa.

Les lourdeurs induites par la séparation sont manifestes. Ainsi, un bateau accostant sur la rive nord (Saint-Esprit) de l'Adour peut effectuer les démarches douanières à Bayonne, mais les papiers administratifs sont récupérés à Dax ou à Mont-de-Marsan. Les inconvénients de cette situation devaient être corrigés.

Deux autres facteurs contribueront au rapprochement des deux communes: la Compagnie du Midi qui achève la construction de la ligne ferroviaire installée la Gare dite de Bayonne au nord de l'Adour, à Saint-Esprit. D'autre part, la citadelle défendant la place de Bayonne se trouve aussi à St-Esprit.

### Le rapprochement pour un intérêt national

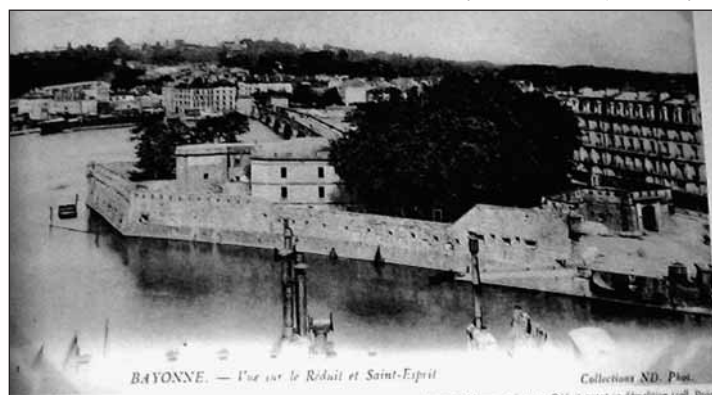
Le régime de Napoléon III (Second Empire, 1852-1870) est un régime autoritaire. En 1857, pour des intérêts économiques nationaux (activités por-

tuaires et ferroviaires, présence de la Citadelle), de même que pour les intérêts propres à Saint-Esprit, le régime décide que la commune sera rattachée à Bayonne. Cette mesure entre dans le cadre de multiples regroupements qui ont lieu en France en vue d'améliorer et renforcer les conditions de fonctionnement et du développement de la vie économique du pays. Tout se décide à Paris.

C'est la loi de juin 1857, votée par la Chambre des députés du Second Empire, qui décide du rattachement

de Saint-Esprit à Bayonne. En septembre 1857, le maire de Bayonne, Jules Labat, et le sous-préfet officialisent la fusion en récupérant tous les documents administratifs de la mairie de Saint-Esprit. Dans la foulée, le sous-préfet se rend dans la commune de Boucau, formée par détachement des sections de Boucau et Romatel de la commune landaise de Tarnos, pour être l'avant-port de Bayonne, et rattachée aux Basses-Pyrénées par la même loi de juin 1857. Deux ans auparavant, le tracé de la voie qui traverse le territoire de Tarnos avait été ponctué par la construction d'une gare de desserte au quartier du Boucau. L'année 1858 verra la fin des grands travaux de la Barre: achèvement de la jétée débutée en 1852 et aménagement du port. L'amélioration de l'accès maritime et la construction de la voie ferrée vont précipiter le rattachement de Saint-Esprit à Bayonne et la création de la commune du Boucau. Des considérations d'intérêts économiques et stratégiques ont donc prévalu lors de ce remaniement administratif dans l'embouchure de l'Adour. Elles seront sans conteste à l'origine d'un nouvel élan économique du territoire.

En marge, on notera que les députés des Landes n'ont pas accédé à la demande de ceux des Basses-Pyrénées qui souhaitaient rattacher Saint-Martin-de-Seignanx aux Basses-Pyrénées. L'argument avancé par les députés landais était celui de la pauvreté du département qui ne pouvait se séparer du Seignanx, l'une de ses seules régions prospères.





## Garaziko trenbidea

**I**NTERNETAREN bitartez Donibane Garazi eta Baiona lotzen dituen burdinbidea Frantziako SNCF delakoa ixteko irriskuan dagoela heldu zait berria. Etsipenez hartu dut berri hau, baina Frantziako jakobinismoaren jarrerak, eta partikularzki SNCF-aren ezagutuz, ez nau harritu ebazpen horrek, zerbait betirako erabaki balinbadute behintzat. Hala ere jarraiko gogoetan egitera bultzatu nau berri horrek.

XIX-garren mendean gauza asko bezala, Parisetik pentsaturik izan da Frantziako trenbideen sarea, armiarma erraldoi baten sarea bezalaxe. Añamendietako herrialdeetan trenbide gehiago eraikitzeaz zeuden ere. Orain erabiltzen diren nagusiez gainera (Hendaia, Hospitaletakoa eta Pertuskoa) gehiago eraikitzen pentsatu zuten aintzina agintariak: Baionako Pereyre anaiek Iruñatik Baionarainoko trenbidea, Espainiako armadak Espainiako Estatuaren osotasuna eta segurtasuna zaintzeko zapuztu zuena; Don Giruntzetik (Saint-Girons) Salau-era Bethmale herrialdetik Couserans eta Aragoi eskualdeak batuko zituen, zio berdinengatik

Espainiako armadak debekatua ere; Biarnoko Aspe arantetik iragaiten zena eraikirik izan zen, baina 1972-garren urtean gertatu zen lurte batengatik Frantziako gobernua itxi arazi zuena; trenbide hau nazioartekoa izanik, ebazpena bi alderdiengandik hartu beharko zuten; Espainiako eta Aragoiko biztanleen hasarrea zalantzarik gabe piztu zuen jarrera horrek eta honi buruzko kekek ez dira bukaturik. Gero izan ziren irtenbiderik gabeko beste bigarren mailako trenbideak: Montrejeautik Luchonera, Aure araneakoa, Puyotik Zuberora sartzen dena, eta Baionatik Garazirainokoa. Gehienak itxi dira errentagarritasun faltarengatik, Garazikoa eta Luchonera erabiltzen direlarik. Luchon hiri termala izateari eta haren ondoan Superbagnères skitoki famatua izateari zor die oraindik idekita egotea azken horrek. Salbuespen bat egingen nuke Iparraldeko Kataluniako trenbideekin: Andorraren ondotik iragaiten dena ongi kontserbatu izan da, eta hor dauden obrak Aspekoan zeuden mailakoak dira (Tunel helikoidalaz mintzatzen naiz naski); honetaz gainera Zerdaña eta Mediterra-

neoko itsasertzen lotzen dituen trenbidea ongi erabiltzen da. Iparraldeko Katalunia Euskal Herriko Iparraldea baino trenbideei dagokienez hobekiago dagoela ezin uka beraz.

Geureari itzuliz, beste askoren zorte txarraren haiduru dela badirudi. Aitzaki asko badituzte naski SNCF-eko buruzagiek. Errentagarritasuna lehen lehenik. Toki askotan bezala baserriarrek eta ikasleek erabiltzen zuten trenbidea azoka egunetan eta asteburuetan hurrenez hurren. Orain errepidea hobeturik eta biztanleko kotxe kopurua emendatu dela kontutan harturik, bere eraginkortasuna galdu duke trenbideak. Baina ziorik badut Garaziko trenbidea abandonatu behar ez dela esan dezadan. Hegoaldeko bertako trenbideak Euskotren-ek nola kudeatzen duen aztertu behar da lehenik, eta Iparraldeko komunikabide sareari begiratu bigarrenik. Behin baino gehiagotan bururatsen saiatzen zaizkigu goitik. Departamentuko bide berriak Iparraldeak behar dituela: Basanaforroko bi bider bi errepidea; kostako autobidearen zabaltzea, eta AHT kostatik iragaitea. Hala ikusita dana kostal-

dean ala (Euskal Herriaren) kanpotik kanpora azkarrago joateko bide guztiak erabiltzen dituzte, baina bertatik-bertarako deus ez. Nire ustez hautakizun on bat litzateke Donibane Garaziko trenbidea gordez gainera hobekitu eta luzatzea, Baionatik Iruñaraino istripu historiko batengatik galdutako trenbidea berreskuratzeko. Trenbide berri horrek AHT-ari dagozkion ikur teknikoak balituzkete zati batean behintzat. Oso menditsua den eta oztopo gehiago dituen Gipuzkoan, Bizkain eta Araban egiten denez gero, zergaitik ez Nafarroan? Gipuzkoan egiten den bezala bidaiari eta merkantziarako trena litzateke hau ere, eta horrela ekonomi asko egingen litzateke errepideen mantentzetan eta konponketan, ingurugiroaz eta bidaiarien segurtasunaz egingen ziren hobekuntzak aipatzeke. Baiona-Garazi-Iruña trenbideak Baionari Nafarroako itsasportua berriz bihurtzea baimenduko lioke alde batetik eta Nafarroa Euskal Herriko mendebaldetik gutxiago bazterturik litzateke.

**Jakes Lafitte —Injeniarria— Madagaskaren idatzia 2007ko uztailaren 26 an**

## Le collectif Alerte OGM du Pays Basque interpelle le Président de la République

**M**ONSIEUR le Président, Le dossier des organismes génétiquement modifiés (OGM), et plus particulièrement des plantes génétiquement modifiées, occupe une place de plus en plus importante dans la vie sociale et politique de notre pays.

Ce printemps, l'offensive commerciale des semenciers, conjuguée à la traduction par décret de la directive européenne a fait basculer le dossier des OGM du débat d'opinion à la confrontation d'intérêts, ceci alors que la controverse scientifique et économique n'est toujours pas stabilisée.

Cette situation engendre des conflits dommageables pour le monde paysan mais aussi pour l'ensemble de la société.

Cette année plus de 20.000 ha de maïs OGM ont été semés alors 86 % de la population et une majorité du monde agricole y est opposé. Il va de sens que cette situation ne permet pas un débat serein et apaisé. Aussi, le dossier du moratoire sur les OGM ne peut pas être traité dans le calendrier du «grenelle de l'environnement». Face à la contamination imminente, il est encore possible de prendre une décision de récolte préven-

tive des cultures, condition incontournable à la tenue d'un débat constructif sur les OGM.

Au delà des graves incertitudes en matière d'impact sur l'environnement et la santé, une dissémination du maïs OGM (par le pollen, lors de la récolte ou du stockage, etc.) aurait des conséquences néfastes sur l'un des socles principaux de la vie socio-économique de notre région.

Plus des deux tiers des agriculteurs du Pays Basque garantissent la viabilité de leur activité en s'inscrivant dans des filières de qualité interdisant les OGM dans l'alimentation du bétail. L'exemple de l'AOC Ossau-Iraty, dont le décret signé par le Premier ministre interdit les OGM, montre bien l'incohérence entre une volonté affichée par les pouvoirs publics de renforcer les signes officiels de qualité et celle de ne pas vouloir mettre en place immédiatement un moratoire. La dissémination totalement incontrôlable des OGM entraîne également des conflits dans le monde rural. Le sabotage d'une parcelle de maïs biologique à St Dos en Béarn, où se déroulait un suivi de contamination OGM pour le compte du Conseil régional d'Aquitaine, ainsi que les derniers événements liés à l'ac-

tualité des OGM, soulignent la gravité de la situation dans laquelle se retrouve différents protagonistes.

Au nom d'un Etat de droit qui autorise aujourd'hui la culture du maïs Mon 810, des agriculteurs souhaitant produire du miel, du maïs bio, du maïs semence, ou simplement du maïs non OGM, se trouvent dans l'impossibilité de mener leur activité. Des suivis de pollinisation réalisés en 2006, ont montré que du pollen transporté par les abeilles, à plus de 1.500 m, contenait 40% de pollen OGM. La co-habitation est simplement impossible.

Au delà de la contamination possible, aucune demande sociale ne justifie aujourd'hui la dissémination des OGM en plein champ. L'agriculture a besoin des progrès de la recherche publique fondamentale. Celle-ci doit être orientée vers le renforcement des techniques respectueuses de l'environnement, vers le renforcement des actifs dans l'agriculture, vers l'obtention de produits de qualité qui respectent la santé des consommateurs. Le progrès doit servir la société et non les intérêts de quelques multi-nationales.

La France doit rester le berceau d'une agriculture diversifiée sur l'ensemble du

territoire avec des agriculteurs nombreux. Le taux de reprise des exploitations en Pays Basque nous prouve au quotidien que l'agriculture est viable et vivable à partir du moment où elle est en harmonie avec la nature et permet de fidéliser une économie locale grâce à ses produits du terroir. La dissémination des OGM en plein champ autorisée par à ce jour par l'Etat est à notre sens un déni de démocratie, car elle ne trouve justification à aucun niveau de la société et ne bénéficie pas d'un réel principe de précaution.

Les multiples réactions de refus, les tensions de plus en plus visibles dans les campagnes, la sauvegarde des filières de qualité et les précédentes crises sanitaires imposant le principe de précaution, sont autant de raisons qui devraient vous convaincre de prendre la décision de mener une récolte préventive des cultures de maïs OGM et de mettre en place un moratoire immédiat comme l'a fait l'Allemagne.

Dans l'attente d'une décision positive, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'expression de notre considération.

**Le collectif alerte OGM Pays Basque**



**Laborantza Ganbara sustenga dezagun.  
Jadanik 1000 diru laguntzaile, zu zergatik ez?  
Laborantza Ganbara, j'y tiens donc je finance!**

Euskal Herriko Laborantza Ganbara 64220 Ainize-Monjolose





# Su Hazia

**C'**ÉTAIT il y a soixante dix ans: Irun et Donostia étaient déjà tombées, Durango et Gernika avaient brûlé sous les bombes, Bilbao avait capitulé et Santoña voyait la fin de la résistance des «gudaris». Le gouvernement basque de J. A. Agirre était contraint à l'exil de même qu'une partie de la population basque, enfants compris. Dès lors, s'abattait sur les deux «provinces traîtresses», le Guipuzcoa et la Biscaye, la nuit noire de la dictature franquiste.

Outre l'emprisonnement, la torture, l'Espagne fasciste qui se veut «una, grande y libre» refuse la différence au nom de l'unité, ne craint pas de s'en prendre aux petits du haut de sa grandeur et séquestre les Basques au nom de la liberté. Jamais répression ne fut plus impitoyable. Je garde le souvenir de ce jeune homme de Villabona rencontré à Madrid en 1948 et qui m'affirmait que l'un des membres au moins de chaque famille de ce village avait connu la prison après la guerre civile. Au-delà des corps, l'âme de chacun est atteinte dans son expression, la langue maternelle étant interdite, seul le «parler chrétien» autorisé, tout ce qui est basque est prohibé, y compris les prénoms de personnes.

Que reste-t-il à faire dans un climat aussi lourd, aussi pesant? «Jasan eta iraun» (endurer et durer), ce qu'a fait l'Euskadi occupée, en se reliant sur elle-même, au cœur même de chaque maison.

Il n'empêche, le Pays Basque survit dans les terres lointaines, celles de la diaspora, la culture

Jean Haritchelhar

basque continue à se développer en Argentine autour de la maison d'édition «Ekin», à Mexico, au Guatemala quand Zaitegi crée la revue «Euzko Gogoa» qui regroupe les intellectuels en exil auxquels s'ajoutent des représentants de la nouvelle génération. Au lendemain de la Seconde

«Comme le tison de l'âtre que l'on recouvre de cendres le soir afin que, devenu semence de feu, "su hazia", il fasse jaillir la flamme le lendemain matin, le Pays Basque des catacombes annonce son réveil»

guerre mondiale les Congrès d'études basques marquent le renouveau de la recherche à Biarritz en 1948, à Paris en 1954. Au Pays Basque Nord, la revue «Eusko Jakintza» dirigée par Jose Miguel Barandiaran participe à ce mouvement, secondée par la réapparition en 1950 de «Gure Herria». Un élan nouveau est donné par l'hebdomadaire «Herria» brillamment mené par l'abbé Lafitte, tandis qu'Oxobi et Iratzeder poursuivent leur parcours poétique et que Monzon et Larza-

bal régénèrent le théâtre.

De même que le tison de l'âtre que l'on recouvre de cendres le soir afin que, devenu semence de feu, «su hazia», il fasse jaillir la flamme le lendemain matin, le Pays Basque des catacombes annonce son réveil. Il se fera lentement, patiemment, dans la résistance acharnée au sein du cocon familial, dans la rue un peu plus tard, dans les rapports sociaux, à la recherche d'une autorisation de paraître pour tout ce qui est à la fois basque et culturel. En 1948 est autorisé «Egan», publication en basque, supplément du «Boletín de la Real Sociedad Vascongada de los Amigos del País». Un an plus tard, la maison d'édition «Itxaropena» crée la collection «Kulixka sorta» et ses premières éditions de livres en langue basque. Le mensuel «Anaitasuna» sera la voix biscayenne à partir de 1953 et, du monastère d'Arantzazu, jaillira en 1956 la lumière de «Jakintza», alors que la même année se réunit le premier congrès organisé par Euskaltzaindia, l'Académie de la langue basque qui renaît de ses cendres. En 1957 est publié le roman de Txillardegui «Leturiaren egunkari ezkutua», le Journal secret de Leturia, qui marque un tournant dans la production littéraire basque, l'ouverture vers la pensée moderne européenne dont la commission de littérature de l'Académie a voulu célébrer le cinquantenaire au cours de trois journées d'études. Quelques années encore à endurer jusqu'à la mort de Franco, mais déjà la littérature basque renaissante s'inscrit dans la durée. Le feu est reparti grâce à «su hazia».

## Sur votre agenda

Agorria:

✓ **Vendredi 31, 19h, BAIONA** (Carré Bonnat). Concert de clôture du cycle d'animations organisées dans le cadre de l'exposition Batekmila - Les Mondes basques avec le groupe Perruketak.

✓ **Du vendredi 31 août au 23 septembre, de 14h à 19h** (tous les jours sauf le jeudi), **BIARRITZ** (Crypte Sainte-Eugénie). Exposition du peintre Chris. Entrée libre.

Iraila:

✓ **Mercredi 5, BAIGORRI**. Concert de l'organiste Elise Rollin qui fera balancer l'orgue entre la danse et la prière.



Les orgues de Baigorri

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190.

## Sommaire

Cahier n°1 Enbata

- Le ni-ni de J. J. Imaz ou les miracles annoncés du centrisme basque... 4 et 9
  - 150<sup>ème</sup> anniversaire du rattachement de Saint-Esprit... 10
- Cahier n°2 «Alda!»... quatre pages de 5 à 8

## Marché Idoki à la ferme

**VENDREDI 31 août, ferme Haranea Itxassou.**

Producteurs fermiers Idoki: poulets, œufs, porc basque, piment d'Espelette.

Le quartier Basaburu est l'un des derniers quartiers agricoles d'Itxassou. Christian s'est installé dans la ferme de sa grand-mère sur 9 hectares pentus. En collaboration avec ses voisins paysans, ils privilégient la vente directe aux consommateurs qu'ils livrent toutes les semaines.

La ferme Haranea propose plusieurs produits: du poulet, des œufs, du porc basque et du piment d'Espelette.

Vous ferez le tour de la ferme et irez voir les porcs basques en liberté dans la forêt.

**10 h à 14 h: Marché de producteurs Idoki.**

Fromages de brebis, de vache et de chèvre, conserves de canard et de

porc basque, jus de pomme, cidre, vin, miel, confitures, plantes aromatiques.

**11h. Visite de la ferme.**

**12 h 30: Casse croûte** à base de produits fermiers. Crudités et charcuterie fermière. Saucisses de porc basque confites Assiette aux trois fromages

**Animation musicale et artisanat d'art.**

**Tables d'information:** Association des Producteurs fermiers du Pays Basque, Collectif Alerte OGM Pays Basque, G.F.A.M Lurra...)

